

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ETAP-SANTE

EDUCATION THERAPEUTIQUE APPUI PARCOURS

Association Loi 1901

Siège social : 2 Bis, rue D'Emmerez de Charmoy
97490 SAINTE-CLOTILDE

SIRET / APE : 909 483 745 00016 / 94.99Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ETAP-SANTE

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ETAP-SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 30 mai 2024

C2A, Commissaire aux Comptes

A blue ink signature, appearing to be 'Sébastien ROBERT', written in a cursive style.

Sébastien ROBERT, associé

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	13 573	13 038	535	2 711
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	2 206	1 109	1 097	1 588
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	233 482	150 944	82 537	85 487
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	2 000		2 000	2 000
<i>Autres titres immobilisés</i>	1 710		1 710	1 710
<i>Autres immobilisations financières</i>	38 543	4 815	33 728	34 168
Total I	291 514	169 907	121 608	127 665
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	10 408		10 408	12 658
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	4 750	1 100	3 650	490
<i>Autres créances</i>	262 356		262 356	252 957
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	2 006 774		2 006 774	1 771 432
<i>Charges constatés d'avance</i>	31 407		31 407	8 366
Total II	2 315 695	1 100	2 314 595	2 045 904
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 607 209	171 007	2 436 203	2 173 569
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	142 465	142 465
Report à nouveau	133 549	159 180
Excédent ou déficit de l'exercice	-52 943	-25 632
Situation nette (sous-total)	223 071	276 014
Subventions d'investissement		747
Total I	223 071	276 760
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	339 036	452 629
Total II	339 036	452 629
PROVISIONS		
Provisions pour risques	203 274	200 000
Total III	203 274	200 000
DETTES		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	150	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	400 322	192 653
Dettes fiscales et sociales	1 253 533	1 023 850
Autres dettes	10 147	10 147
Produits constatés d'avance	6 668	17 528
Total IV	1 670 821	1 244 179
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 436 203	2 173 569

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	1 670 671
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		200
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	38 229	3 084
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	3 560 524	3 523 136
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	16 746	3 716
Utilisation des fonds dédiés	153 321	337 372
Autres produits	4 118	27 311
Total I	3 772 938	3 894 818
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	1 275 656	1 214 411
Aides financières		37 825
Impôts, taxes et versements assimilés	88 511	41 614
Salaires et traitements	1 700 013	1 690 219
Charges sociales	648 088	662 564
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	31 178	28 640
Dotations aux provisions	3 274	
Reports en fonds dédiés	39 728	81 948
Autres charges	35 517	165 333
Total II	3 821 966	3 922 556
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-49 029	-27 738
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 124	2 897
Total III	1 124	2 897
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 124	2 897

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-47 904	-24 841
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	747	1 224
Total V	747	1 224
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	753	891
Sur opérations en capital		445
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 012	542
Total VI	5 765	1 878
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-5 018	-655
Impôts sur les bénéfices (VIII)	20	136
Total des produits (I+III+V)	3 774 808	3 898 938
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 827 751	3 924 570
EXCEDENT OU DEFICIT	-52 943	-25 632

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ETAP SANTE EDUCAT°THERAPEUTIQUE APPUI PARCOURS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 2 436 203 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 52 943 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 du Règlement ANC 2018-06

L'organisme à but non lucratif ETAP-SANTE est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, créée le 14 décembre 2021 et enregistrée sous le numéro W9R1009928.

L'organisme à but non lucratif ETAP-SANTE émane de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et la transformation du système de santé qui prévoit que les dispositifs existants de coordination et d'appui aux professionnels (réseaux de santé territoriaux, MAIA, Plateforme Territoriale d'Appui) intègrent, au plus tard le 24 juillet 2022, un dispositif régional unique d'appui à la coordination du parcours complexe (DAC).

A la Réunion, les réseaux .et l'équipe opérationnelle de la PTA ont engagé une réflexion début d'année 2021 autour de l'intégration au sein du DAC de La Réunion.

Les textes réglementaires prévoient que le Dispositif d'Appui à la Coordination des parcours de santé complexes :

1° Assure la réponse globale aux demandes d'appui des professionnels qui comprend notamment l'accueil, l'analyse de la situation de la personne, l'orientation et la mise en relation, l'accès aux ressources spécialisées, le suivi et l'accompagnement renforcé des situations, ainsi que la planification des prises en charge. Cette mission est réalisée en lien avec le médecin traitant, et les autres professionnels concernés :

2° Contribue avec d'autres acteurs et de façon coordonnée à la réponse aux besoins des personnes et de leurs aidants en matière d'accueil, de repérage des situations à risque, d'information, de conseils, d'orientation, de mise en relation et d'accompagnement ;

3° Participe à la coordination territoriale qui concourt à la structuration des parcours de santé.

Les DAC devront avoir un système d'information unique partagé entre tous les professionnels intervenant dans le dispositif.

Au regard des missions attendues du DAC et des missions actuellement assurées par les composantes, il a été décidé que doivent fusionner au sein du DAC :

- l'équipe opérationnelle de la PTA,
- les MAIA,
- le réseau Réucare.

Règles et méthodes comptables

- Le réseau RP974

L'association ETAP-SANTE émane donc de 3 associations OIIS Appui, Réucare et le Réseau Pédiatrique 974.

Conformément aux dispositions de l'article L.6327-3 du code de la Santé Publique la gouvernance de l'association susvisée assure une représentation équilibrée des acteurs des secteurs sociaux, médicosociaux et sanitaires, intégrant notamment des représentants des usagers, du conseil départemental et des communautés professionnelles territoriales de santé.

Les activités de l'association ETAP-SANTE se structurent autour de projets :

- DAC-La Réunion
- ETP-La Réunion
- Expertise pédiatrique

Pour mener à bien ses missions, l'association ETAP-SANTE est financée par le biais d'une subvention principale octroyée par l'Agence Régionale de la Santé de la Réunion (ARS) au travers d'un Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 573			13 573
Immobilisations incorporelles	13 573			13 573
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	2 206			2 206
- Instal.générales, agencements aménagements divers	37 851	14 366		52 217
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	178 383	16 207	13 325	181 265
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	218 440	30 572	13 325	235 688
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 000			2 000
- Autres titres immobilisés	1 710			1 710
- Prêts et autres immobilisations financières	38 983		690	38 543
Immobilisations financières	42 693		690	42 253
ACTIF IMMOBILISE	274 707	30 572	14 015	291 514

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		30 572		30 572
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		30 572		30 572
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		13 325	690	14 015
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		13 325	690	14 015

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 862	2 176		13 038
Immobilisations incorporelles	10 862	2 176		13 038
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	618	491		1 109
- Instal.générales, agencements aménagements divers	11 294	7 070		18 364
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	119 453	26 453	13 325	132 580
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	131 365	34 013	13 325	152 053
ACTIF IMMOBILISE	142 227	36 190	13 325	165 092

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 337 057 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	38 543		38 543
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 750	4 750	
Autres	262 356	262 356	
Charges constatées d'avance	31 407	31 407	
Total	337 057	298 513	38 543
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - rrr à obtenir	56
Charges sociales - produits à recev	11 607
Etat - produits à recevoir	201 297
Total	212 960

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	142 465				142 465
Report à Nouveau	159 180	-25 632			133 549
Excédent ou déficit de l'exercice	-25 632	25 632		52 943	-52 943
Situation nette	276 014			52 943	223 071
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	747			747	
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	276 760			53 689	223 071

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	200 000	3 274			203 274
Total	200 000	3 274			203 274
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		3 274			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 670 671 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	400 322	400 322		
Dettes fiscales et sociales	1 253 533	1 253 533		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	10 147	10 147		
Produits constatés d'avance	6 668	6 668		
Total	1 670 671	1 670 671		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Par Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens signée le 14 décembre 2023, sous la référence ARSR/DATPS/2023/N°95, l'Agence Réunionnaise de Santé a octroyée à l'association ETAP SANTE, une subvention d'un montant de 400 710 € pour le financement des programmes d'Education Thérapeutique (ETP).

L'association ETAP SANTE n'ayant pas consommé en totalité ladite subvention, la somme de 223 014 € a été constatée en subvention à rendre.

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	358 389
Dettes provis. pr congés à payer	125 005
Personnel - autres charges à payer	5 091
Charges sociales s/congés à payer	46 485
Charges sociales - charges à payer	2 542
Formation continue	30 453
Total	567 965

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	31 407		
Total	31 407		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	6 668		
Total	6 668		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		3 544 020	16 504			3 560 524
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		747				747
						3 561 271

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Bénévolat :

Pour mener à bien ses missions, l'association s'appuie sur des bénévoles dont l'apport n'est pas valorisé comptablement.

L'estimation des heures de bénévolat a été effectuée par l'association ETAP-SANTE sur la base de l'engagement des membres libéraux, des membres usagers ainsi que des anciens présidents des associations convergentes composant l'administration de l'association.

Les principales contributions volontaires, effectuées à titre gratuit, dont bénéficie l'association ETAP-SANTE correspondent aux temps alloués par les bénévoles dans le cadre des réunions des instances (CA, AG et bureaux), des temps de concertation et enfin à des temps de participation à des groupes de travail.

Le tarif horaire a été fixé à 60 € et correspond au montant inscrit dans le règlement Intérieur de l'association dans le cadre de l'indemnisation des pertes de revenus générées par la participation aux groupes de travail.

Sur la base de ces éléments et du nombre d'heure de bénévolat au titre de l'exercice 2023 qui a été de 99 heures 30, la valorisation totale du bénévolat est estimée à 5 970 €. »

Donations

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. 	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
ETP18->logiciel	10 894	10 894	1 742			9 152	
DAC	44 487	44 487				44 487	
DAC	7 255	7 255				7 255	
ETP20->CDD 1A	70 086	70 086	70 086				
ETP	33 936	33 936				33 936	
RP11-PREV°NP	2 120	2 120	2 120				
RP11-DIVERS°	1 116	1 116	1 116				
CONSULTATION	29 673	29 673	17 690			11 983	
RP21-UNSS proje	12 022	12 022	12 022				
RP20-UNSS proje	5 724	5 724	5 724				
RP20-NPE Alimen	12 050	12 050	12 050				
PEDIA	4 651	4 651				4 651	
ETP22-PILOTE+P	59 674	59 674	30 771			28 904	
DAC	136 667	136 667				136 667	
PEDIA	22 274	22 274				22 274	
PEDIA		39 728				39 728	
Total	452 629	492 357	153 321			339 036	

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

ETAP-SANTE

EDUCATION THERAPEUTIQUE APPUI PARCOURS

Association Loi 1901

Siège social : 2 Bis, rue D'Emmerez de Charmoy
97490 SAINTE-CLOTILDE

SIRET / APE : 909 483 745 00016 / 94.99Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2023

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

ETAP-SANTE

Exercice clos 31 décembre 2023

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Personne concernée	Nature de la prestation	Charges	Produits
Mme Amandine LAVOGIEZ, Administratrice au sein du Collège 1 "Professionnels de santé libéraux et de l'exercice coordonné" et représentante de l'association Tipa Santé	Facturation de mise à disposition d'espaces de travail, de Moyens technologiques pour 2 personnes à partir du mois de juillet 2022 moyennant une indemnité de 180 € par mois. Date de fin de la convention : 31/12/2023 Produit comptabilisé au titre de l'exercice 2023		2 160 €
Mr Jean-Louis CARRERE, représentant de la Fondation Père Favron (administrateur au sein du Collège 3 ESMS représenté par Mr HOARAU Frédéric)	Facturation de mise à disposition d'espaces de travail, de Moyens technologiques pour 8 personnes à partir du 1er avril 2023 moyennant un loyer (charges comprises) de 3 012,09 € par mois. Produit comptabilisé au titre de l'exercice 2023		27 109 €
Mr Alain DUVAL, Administrateur au sein du Collège 1 "Professionnels de santé libéraux et de l'exercice coordonné" et représentant de l'association CPTS NORD La Réunion	Facturation de mise à disposition d'espaces de travail, de Moyens technologiques pour 2 personnes à partir du mois de janvier 2023 moyennant une indemnité de 120 € par mois. Date de fin de la convention : 31/08/2023 Produit comptabilisé au titre de l'exercice 2023		960 €
Mr Eric CADET, Administrateur au sein du Collège 1 "Professionnels de santé libéraux et de l'exercice coordonné" et représentant de l'association CPTS Réunion Sud-Ouest	Facturation de mise à disposition d'espaces de travail, de Moyens technologiques pour 2 personnes à partir du mois de janvier 2023 moyennant une indemnité de 400 € par mois. Date de fin de la convention : 31/08/2023 Produit comptabilisé au titre de l'exercice 2023		3 200 €

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Saint Paul, le 30 mai 2024

C2A, Commissaire aux Comptes

Sébastien ROBERT, associé